

## **Motion présentée au Conseil d'administration du 5 février du Lycée Romain Rolland par les représentants des personnels enseignants et de vie scolaire**

Cette année scolaire 2017-2018 voit surgir un nombre impressionnant de propositions de réformes aux conséquences inédites et incertaines sur la vie des élèves et le métier des enseignant-es.

### **Les enseignant-es dénoncent la mise en place en urgence et à marche forcée d'une réforme de l'orientation post bac**

- > qui est imposée aux élèves et aux enseignant-es avant même son vote au Parlement.
- > qui ne propose pas suffisamment de places supplémentaires dans les filières en tension.
- > qui impose aux enseignant-es de lycée un travail de présélection qui ne devrait pas leur incomber.
- > qui instaure des discriminations importantes entre les élèves en fonction de leur origine géographique et sociale (et induit le recours à des organismes privés qui proposent des formations de remise à niveau payantes et des aides à la rédaction de lettres de motivation payantes).
- > qui remet en cause l'accès de droit pour tout-e bachelier-e à la licence de son choix et dans un établissement de son académie d'origine et qui conteste donc la valeur du Baccalauréat comme premier grade universitaire en imposant des formations complémentaires.
- > qui n'a pas pris en compte les difficultés logistiques rencontrées par les établissements d'enseignement supérieur.

### **Les enseignant-es dénoncent la mise en place en urgence et à marche forcée d'une réforme du Baccalauréat qui met un terme à sa valeur de diplôme national (propositions du rapport Mathiot)**

- > en instaurant un contrôle continu qui crée des inégalités entre élèves en fonction de leur origine géographique et sociale.
- > en créant une relation biaisée entre les professeur-es et leurs élèves.
- > en menant vers une disparition programmée d'un socle commun de savoirs et de culture générale.
- > en diminuant le volume horaire des enseignements proposés aux élèves (hebdomadaire et annuel).

### **Les enseignant-es dénoncent la mise en place en urgence et à marche forcée d'une réforme du lycée sans fondement pédagogique (propositions du rapport Mathiot)**

- > qui a pour seul objectif une économie sur la formation de la jeunesse.
- > qui introduit des choix d'orientation plus précoces dans le cursus des lycéen-es.
- > qui souligne une méconnaissance du lycée et de ses contraintes (impossibilité matérielle de mettre en place la semestrialisation et un changement d'enseignements en cours d'année).
- > qui supprime la notion de classe pourtant si favorable à la réussite des élèves.
- > qui induit des changements de programmes dans les quelques mois à venir pour une mise en place dès le mois de septembre 2018 en seconde.

### **Les enseignant-es dénoncent la mise en place en urgence et à marche forcée d'un changement de leur statut et de leur métier dans un objectif purement comptable**

- > qui prévoit le recours massif à des contractuels non formés et sous rémunérés.
- > qui remet en cause la conscience professionnelle et l'investissement quotidien des enseignants dans un métier de plus en plus difficile.

### **Les enseignant-es dénoncent une DHG toujours insuffisante**

- > qui ne tient pas compte des augmentations de structures prévues.
- > qui propose même un taux horaire par élève nettement en baisse.

**Les enseignants demandent donc que ces projets précipités et incohérents soient retirés,  
que l'égalité de traitement des lycéen-es sur l'ensemble du territoire reste la règle  
et que le gouvernement garantisse des conditions de travail décentes  
aux enseignant-es et aux élèves.**